



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

939/jpr/yl

Arrêté du 5 juillet 2024 portant mise en demeure à la société LIEBHERR Mining Equipment SAS de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Colmar

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté Préfectoral du 21 février 2020 portant enregistrement de la société LIEBHERR Mining Equipment SAS pour exploiter un établissement logistique à Colmar ;
- VU** le rapport du 7 juin 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, mentionnant les suites proposées et délai associé, transmis par l'inspection à l'exploitant ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 30 mai 2024 et de l'examen des documents associés l'Inspection a pu constater :

- l'absence de raccords tournants de diamètre 150 mm (DN 150) aux extrémités des systèmes d'aspiration équipant les 2 réserves souples de 180 m³, ce en non-conformités aux dispositions de l'article 8.2.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 susvisé.

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : «Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative

compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La LIEBHERR Mining Equipment SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est 49 rue Frédéric HARTMANN – 68000 COLMAR, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

- **Dans un délai de 2 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 susvisé :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...], notamment: d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a) Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, de diamètre nominal 150 (DN 150) [...] »

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant

A Colmar, le 5 juillet 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD